Déclarations et initiatives de solidarités en Europe avec la jeunesse et la population grecques

Rassemblement devant l'ambassade de Grèce vendredi 12 décembre à Paris !

jeudi 11 décembre 2008, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2008).

Nous présentons ci-dessous un certain nombre de déclaration et d'appels à la solidarité envers les mobilisations grecques. D'autres appels et documents seront publiés quand ils nous parviendrons.

Important : Rassemblement devant l'ambassade de Grèce vendredi 12 décembre à Paris !

Dernière mise à jour : 18 décembre 2008.

Sommaire

- FRANCE
- ITALIE
- POLOGNE
- FRANCE

FRANCE

Solidarité avec la jeunesse et la population grecques

Appel unitaire

Vendredi 5 décembre, un policier grec a tué de sang froid un adolescent de 15 ans, Andréas Grigoropoulos : face à cet assassinat, la colère et la détermination de la jeunesse s'expriment chaque jour dans les différentes villes du pays. De larges franges de la population se mobilisent en réponse à la répression de plus en plus grave qui visait déjà ces dernières années toutes les luttes sociales en Grèce et qui vient de franchir un nouveau palier.

Depuis des semaines, la jeunesse grecque est particulièrement mobilisée contre la privatisation des universités, le manque de moyens pour l'éducation et un avenir fait de précarité généralisée.

La grève générale de ce mercredi 10 décembre traduit avec force l'exaspération sociale face à un gouvernement qui multiplie les attaques anti-sociales, qui refuse de répondre aux revendications sur les salaires, les retraites et le droit à l'emploi.

Les organisations signataires appellent à se rassembler vendredi 12 décembre à 17 h 30 devant l'ambassade de Grèce pour manifester leur solidarité avec la jeunesse et la population grecques, pour dénoncer la politique répressive et antisociale du gouvernement Caramanlis.

Vendredi 12 décembre – 17 h 30

Rassemblement devant l'ambassade de Grèce

17 rue Auguste Vacquerie – 75017 Paris

Métro : Kléber

Premiers signataires :

FSU, UNEF, Union syndicale SOLIDAIRES, SUD Etudiant, UNL, FIDL, ATTAC, CCIPP, Marches européennes contre le chômage, Fondation Copernic, Europe solidaire sans frontière, FTCR, IPAM, AITEC, CEDETIM, Réseau féministe Ruptures, Artistes sans frontières, Réseau culturel européen de coopération et de développement, Chambre des Beaux-arts de Méditerranée, RéSo, Marche mondiale des Femmes, Association des Tunisiens en France, Les Alternatifs, Alternative libertaire, LCR, Parti de Gauche, NPA, JCR, PCF, PCOF, Jeunes Radicaux, Jeunes Verts, MJS, CUAL, MJCF, Association des communistes unitaires.

Message de la FSU

Chers amis,

La FSU tient à vous exprimer son soutien . Nous suivons avec attention les mobilisations très importantes qui se déroulent en ce moment en Grèce mais aussi la révolte de toute une jeunesse qui ne voit plus d'avenir pour elle. Nous apportons bien sûr notre soutien au mouvement de grève générale qui a lieu aujourd'hui dans le contexte difficile auquel est confrontée la population en Grèce à la suite du décès d'un jeune abattu par un policier et des réactions que cela provoque.
En Grèce comme en France et dans de nombreux pays, les jeunes et les salariés sont les principales victimes de la crise économique et financière qui sévit.

Les jeunes et les salariés subissent des politiques libérales de baisse du coût du travail : blocage des salaires, flexibilité de l'emploi, affaiblissement des systèmes de protection sociale - retraite, santé, chômage, privatisation des services publics.

Le droit à l'éducation et à la formation des jeunes sont menacés par le manque de moyens et la privatisation des universités. Dans ce contexte, de violence sociale et policière, la FSU vous exprime toute sa solidarité et souhaite que vous soyez entendus.

Paris le 10-12-2008

CGT

Montreuil, le 10 décembre 2008

La Confédération Générale du Travail de France apporte tout son soutien et sa solidarité à l'action des travailleurs grecs répondant à l'appel à la grève générale de 24 heures de leur centrale syndicale, la GSEE.

Les travailleurs en Europe sont aujourd'hui confrontés à une situation sociale et économique difficile et à des politiques anti sociales convergentes de l'immense majorité de nos gouvernements.

Les luttes dans chacun de nos pays confortent et renforcent les actions et revendications des travailleurs dans l'ensemble de l'Union Européenne.

En cette journée anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'actualité en Grèce, en Europe et dans le monde souligne la nécessité de poursuivre la lutte pour la défense et le développement de la démocratie et des droits de l'homme.

FO

COMMUNIQUÉ DATÉ DU MARDI 9 DÉCEMBRE 2008

GRÈCE : GRÈVE GÉNÉRALE LE 9 DÉCEMBRE

Jean-Claude Mailly, s'est adressé au Président de la CGT en Grèce (GSEE) pour lui faire part du soutien de la CGT Force Ouvrière dans l'action de grève générale qui aura lieu le 9 décembre. Cette action à laquelle avait appelée la GSEE il y a plusieurs semaines, s'inscrit dans une mobilisation syndicale de plusieurs mois. Elle a lieu dans le contexte difficile auquel est confrontée la population en Grèce à la suite du décès d'un jeune abattu par un policier et des réactions que cela provoque.

En Grèce comme en France et dans de nombreux pays, les salariés sont les principales victimes de la crise économique et financière qui sévit aujourd'hui.

Or, les travailleurs subissent depuis de nombreuses années les politiques libérales de baisse du coût du travail (blocage des salaires, flexibilité de l'emploi, affaiblissement des systèmes de protection sociale – retraite, santé, chômage, privatisation des services publics) à l'origine de la réorientation des richesses vers la spéculation au détriment de la part salariale et de la solidarité.

FO avec la GSEE considère que lutter contre la régression sociale et agir pour le progrès social sont essentiels pour la défense et la préservation de la démocratie, des droits de l'Homme et des travailleurs.

LCR

Communiqué de la LCR

Vendredi 5 décembre, la répression policière systématique des mobilisations étudiantes a franchi un dramatique palier : un jeune de 15 ans, Andréas Grigoropoulos, est mort tué par un policier des « forces spéciales » alors qu'il n'y avait ni manifestation, ni jet de pierres à l'encontre des forces de police. Depuis, de nombreuses manifestations de protestation des étudiants grecs se sont déroulés à Athènes et dans de nombreuses villes dans un climat de violences policières e plus en plus lourd.

Ces événements s'inscrivent dans une situation politique et sociale très dégradée : corruption, scandales financiers et incompétence du gouvernement Caramanlis, opposition des étudiants contre la privatisation des facultés, des lycéens contre le manque de moyens, les réformes scolaires et les salaires de misère qui les attendent à la fin de leurs études. Mercredi 10 décembre, une grève générale est prévue à l'appel des organisations syndicales contre la remise en cause des droits à la retraite.

La LCR, qui partage totalement la tristesse et la colère des étudiants grecs est solidaire de la révolte de la jeunesse grecque contre les violences policières et des mobilisations des travailleurs et de la population contre la répression et la politique du gouvernement Caramanlis.

La LCR appelle l'ensemble des organisations de gauche à prendre des initiatives afin de manifester notre solidarité avec la jeunesse et la population en Grèce.

Le 9 décembre 2008.

Message à la gauche grecque

Chers camarades,

C'est avec tristesse et colère que nous avons appris la mort du jeune Andreas Grigoropoulos. Cet assassinat provoque, aujourd'hui, une révolte sans précédent de la jeunesse grecque.
Alors qu'ici et là, les gouvernements et certains médias veulent criminaliser ces dizaines de milliers de jeunes qui manifestent, cette explosion sociale traduit en fait la profondeur de la crise que connaît la société grecque, avec chômage, pauvreté et corruption généralisée.

La LCR et le NPA tiennent à manifester leur solidarité aux mobilisations du peuple grec contre la répression et la politique

du gouvernement Caramanlis. Ils tiennent à vous manifester leur solidarité dans votre combat aux cotés de la jeunesse et des travailleurs.

Olivier Besancenot

ITALIE

10 DECEMBRE 2008 : SIT IN A L'AMBASSADE GRECQUE A ROME

AUJOURD'HUI 10 DECEMBRE ON SE RETROVE TOUS ET TOUTES A L'AMBASSADE GRECQUE A ROME POUR PROTESTER CONTRE L'HOMICIDE D'ALEXIS GRIGOROPOULOS ET EXPRIMER NOTRE SOLIDARITE AVEC LES MOBISATIONS POPULAIRES DEMOCRATIQUES.

Il y a quelque jour, un très jeune étudiant a eté tué de sang froid par la police grecque à Athènes. Depuis lors, a commencé un grand mouvement populaire de réponse et opposition à cette action très grave de la police, dont la responsabilité a eté reconnue meme à travers l'acte de démission du ministre de l'Intérieur, qui a eté refusée de facon provocatrice par le Premier Ministre du Gouvernement de droite Karamanlis.

A cette large réponse participent les mouvements de jeunes, étudiants, les syndicats qui aujourd'hui effectuent une grève generale, les mouvements qui sont partie prenante du Forum social grecque, les partis de la gauche. Le mouvement s'est répandu dans toute la Grèce. Son ampleure et sa force ne peuvent pas être niées ni diminuées du fait d'épisodes de destruction et violence, que d'ailleurs on ne partage pas.

On se sent particulierment proches – même pour avoir souffert et lutté contre la violence policière qui en 2001 tuait le jeune Carlo Giuliani, en ayant toujours à nos côtés les mouvements grecs – des jeunes, des mouvements sociaux, des syndicats grecs et on leur exprime toute notre solidarité. On sait bien que leur lutte est aussi dirigée contre une situation sociale et économique dégradée, contre le chômage et la précarité, comme on est en train de le vivre dans notre pays avec la grève générale du 12, et dans plusieurs pays européens. C'est une raison de plus pour leur exprimer notre soutien.

Juste aujourd'hui, le 10 decembre, partout dans le monde on rappelle le 60° anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains – ses principes universels et leur violations ! – et nous on dénonce ce qui c'est passé, et on demande au Gouvernement grec de respecter cette déclaration, de mettre un terme à la violence policière et aux arrestations, on demande la libération de tous ceux qui ont eté arretés. On demande en conclusion d'éviter d'autres décisions autoritaires qui mettraient sans remède en discussion la démocratie de ce pays.

Premières signatures

Arci, Associazione per la pace, A Sud, Altragricoltura, Fiom-Cgil, PRC-Gauche europeenne, "Quale Stato"revue de la FP Cgil, Réseau des eétudiants medi, Réseau 28 avril Cgil, SdL intercategoriale, Sinistra critica, Un ponte per…Wilpf……

POLOGNE

Déclaration en soutien aux mouvements sociaux, aux organisations politiques et aux syndicats grecs

Déclaration
Du Parti polonais du travail (PPP) et du Syndicat libre “Août 80” (WZZ “Sierpien 80”)

A la suite des derniers événements en Grèce, le Parti polonais du travail (PPP) et le Syndicat libre “Août 80” (WZZ “Sierpien 80”) expriment leur soutien aux mouvements sociaux, aux organisations politiques et aux syndicats grecques qui, au cours des dernières semaines, ont entrepris des actions de protestation et mené une grève générale.

Nous nous solidarisons totalement avec la société grecque dans sa lutte contre un gouvernement antisocial, anti-salarié et répressif. Au quotidien nous devons faire face à des problèmes similaires. La politique du gouvernement polonais consiste également à introduire uniquement de nouvelles solutions légales et systémiques qui sont antisociales et dirigées contre les salariés. A nous aussi on tente de reprendre les retraites durement gagnées. A nous aussi on tente de reprendre le code du travail — la dernière garantie d’un sécurité relative et d’un travail digne dans les entreprises, bien que de plus en plus faible du fait des réformes néolibérales. Nous aussi, nous sommes confrontés à la privatisation des services publics, dont des secteurs aussi importants que la santé et l’éducation.

Le soulèvement du monde du travail et de la jeunesse grecques est aussi une lutte dans l’intérêt et au nom des travailleurs dans toute l’Europe.
Les revendications du mouvements syndical grecque et de toutes les organisations sociales qui participent au mouvement nous sont particulièrement proches au moment même où, en Pologne aussi, la droite qui gouverne ne cesse de tenter d’imposer à la société sa cruelle expérimentation néolibérale. D’autant plus que, comme en Grèce et dans les autres pays européens, en Pologne aussi la gauche traditionnelle et les partis sociaux-démocrates représentés au Parlement ne sont pas capables d’être une alternative véritable face à la droite gouvernementale, car ils acceptent l’orientation néolibérale des réformes, la soutiennent et fréquemment même, comme c’est le cas de la SLD (Alliance de la gauche démocratique), ils collaborent et s’engagent dans les actions contraires aux intérêts des travailleurs et des plus pauvres. L’humeur querelleuse et l’absence d’une vision sociale des leaders de la SLD font qu’au lieu de s’occuper des questions les plus importantes du point de vue social, depuis des années ils ne s’occupent que d’eux mêmes, ne laissant aucun espoir pour écarter la droite du pouvoir et pour la réalisation d’un programme de

gauche.

Nous observons avec admiration le mouvement syndical et la jeunesse de Grèce et nous soutenons totalement la grève générale et les mouvements de protestations qui y sont menés. Nous croyons dans sa victoire. Nous avons confiance également que les expériences de la vague de résistance grecque seront un coup porté au capitalisme mondial, dont l'exploitation, l'irrespect des droits des travailleurs et les méthodes de gouvernement antidémocratiques constituent le domaine.

Le Parti polonais du travail prendra part à la protestation devant l'Ambassade de Grèce (Varsovie, rue Gornoslaska 35), qui aura lieu le 18 décembre 2008 à partir de 17h., dans le cadre de la mobilisation européenne en soutien aux protestations des syndicalistes et de la jeunesse grecque.

18 décembre 2008

Boguslaw Zietek
(président du PPP et du syndicat libre "Août 80")

bzietek wzz.org.pl

FRANCE

Ils prennent peur…

« Les Français peuvent renverser le pays. Regardez ce qui se passe en Grèce », aurait déclaré Sarkozy, mercredi 10 décembre, lors d'un déjeuner avec les députés UMP à l'Élysée, d'après *Le Figaro*, dont la rédaction est sans doute agitée par les mêmes craintes.

À l'heure où ces lignes sont écrites, les mobilisations de la jeunesse se poursuivent en Grèce. Leur force ne s'est pas démentie depuis le 6 décembre, date de l'assassinat d'un jeune de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, par un officier de police, à Athènes. Leurs racines sont profondes. Il y a bien sûr l'accumulation de forces permise par un mouvement étudiant et lycéen qui se développe depuis plusieurs mois, contre la marchandisation du système éducatif. Mais la mobilisation est aussi liée au contexte social global que connaît la Grèce, à la politique d'austérité menée par le gouvernement de « centre droit », aux scandales de corruption, au chômage élevé, notamment chez les jeunes (23 %), à la précarité, tout cela fortement aggravé par la crise économique.

Dans ce contexte, mercredi 10 décembre, la journée de grève générale a été bien suivie, et la convergence avec les mobilisations des jeunes s'est réalisée naturellement, avec, entre autres slogans : « *Des cadeaux aux banques, mais des balles contre la jeunesse : l'heure est venue de prendre nos affaires en main !* » En France et ailleurs, les médias veulent convaincre qu'il ne s'agit que d'explosions de violence, d'émeutes, causant des dégradations inquiétantes et résultant du « malaise d'une génération ». C'est semble-t-il aussi l'opinion de Daniel Cohn-Bendit, qui considère que les jeunes *« ont raison de se révolter s'ils en ont ras-le-bol »*, mais qui refuse de les soutenir et renvoie les événements à des spécificités grecques, refusant volontairement la comparaison avec la

situation française.

Mais c'est passer à côté de la réalité que Sarkozy a bien comprise : il s'agit de la première explosion sociale européenne face au libéralisme et face à la crise. Et un scénario comparable est envisageable dans toute une série de pays européens. Le chef de l'État n'est d'ailleurs pas le seul à s'inquiéter : au Parti socialiste, Laurent Fabius a déclaré que *« ce qu'on voit en Grèce n'est pas du tout malheureusement hors du champ de ce qui peut arriver en France »*, tandis que Julien Dray estime que *« le syndrome grec menace l'ensemble des pays aujourd'hui »*. En Grèce même, les violences servent de prétexte aux partis de l'opposition institutionnelle pour refuser de soutenir le mouvement, convaincus qu'en dernière instance, c'est la stabilité du système qu'il faut sauver. La poursuite du mouvement, dans un tel contexte, est d'ailleurs un signe de sa profondeur, puisque le gouvernement grec se trouve très fortement déstabilisé par un mouvement indépendant des principaux prétendants à l'alternance.

Nous n'avons pas de telles préventions : nous affirmons notre entière solidarité avec les mobilisations en cours en Grèce et, il faut bien le dire, nous ne craignons pas, comme tant d'autres, la contagion, nous la souhaitons, de même que nous souhaitons, en Grèce et ailleurs, l'articulation entre les luttes de la jeunesse et celles des salariés.

Nouvel effet de la crise économique dont les dangers, pour l'équipe au pouvoir, sont rendus plus visibles par la lutte en Grèce, l'impressionnante volte-face du ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, qui avait pourtant construit son image sur une accumulation de provocations, leur nombre étant d'ordinaire proportionnel au degré de mobilisation des élèves et des personnels. Mais l'appareil d'État s'est visiblement fait pressant : il est urgent de déminer le terrain, alors tant pis pour l'image de Darcos, et tant pis si ce recul est un encouragement pour les luttes. Car il faut désormais pousser l'avantage, après le report de la contre-réforme des lycées, il faut obtenir son retrait, ainsi que l'annulation des 13 500 suppressions de postes, dont celles des enseignants spécialisés dans la difficulté scolaire (Rased), et, plus généralement, comme en Grèce, en Espagne, en Italie, la victoire du mouvement social en germe en défense du service public d'éducation, attaqué de la maternelle à l'université.

Lycéens et lycéennes déjà en lutte ou sur le point d'y entrer, enseignant et enseignantes du primaire, et parents d'élèves qui multiplient les actions dans et autour des écoles, personnels massivement mobilisés le 20 novembre : il faut poursuivre la mobilisation. Avant le début de « la crise grecque », Sarkozy aurait fait part de ses craintes à ses proches, lors d'une réunion consacrée à la conjoncture économique : *« Nous allons vers une série d'affrontements sociaux, voire vers un affrontement social. Alors là, il faudra trancher : on fera du Chirac (capituler à la première manif) ou du Thatcher (résister) ? »* Visiblement, Monsieur le président, vous avez eu un doute soudain sur la réponse…

Ingrid Hayes

* Paru dans Rouge n° 2279, 18/12/2008 (Premier plan).